

## 2 Politique

# Coopération Gabon-Afrique du sud/Réunion des experts sur la coopération touristique Vers la mise en place d'un Comité technique conjoint



La ministre déléguée au Tourisme Irène Lindzondzo (micro) et son homologue sud-africaine Tokosile Xasa (à gauche) à l'ouverture des travaux.

J-C.A

Libreville/Gabon

**DANS** le cadre de l'organisation de la première édition de la Saison culturelle Afrique du sud/Gabon, une réunion d'experts s'est tenue, récemment, à l'Hôtel des Affaires étrangères entre une délégation d'experts du ministère sud-africain du Tourisme et

celle du ministère gabonais de la Protection des Investissements privés, chargé du Tourisme et de l'Industrie gabonais. La cérémonie de restitution a eu lieu en présence de la ministre déléguée sud-africaine du Tourisme, Tokosile Xasa et son homologue gabonaise Irène Lindzondzo.

Au terme des travaux, les experts ont convenu de la mise en place, très prochainement, d'un Comité technique conjoint (CTC) qui sera validé par les autorités

compétentes respectives et composé d'au moins six membres par partie. La partie sud-africaine s'est engagée à fournir, dans les plus brefs délais, la déclinaison des attributions de chaque membre. Elle a également souhaité que le lancement des travaux de cette coopération se déroule en Afrique du Sud en marge du Salon du Tourisme INDABA qui se tiendra à Durban, au mois de mai 2017. La partie sud-africaine a



Le panel des experts ayant pris part à la réunion de Libreville.

déclaré qu'une invitation sera faite à la partie gabonaise, aux fins de prendre part à ladite manifestation, qui se tiendra précisément du 15 au 17 mai 2017. Au cours ce Salon, les ministres du Tourisme des deux pays assisteront à la session de travail portant sur les problématiques liées au secteur touristique. Et en réponse à la question relative aux facilitations liées à la participation gabonaise à ce Salon, la partie sud-africaine a dit se référer aux

modalités d'usage en vigueur dans ce domaine. Pour ce qui est de la participation gabonaise à la Conférence africaine de l'investissement hôtelier, ni la date, ni le lieu n'ont encore été arrêtés. Toutefois la partie sud-africaine s'est engagée à transmettre à la partie gabonaise les informations y afférentes, le moment venu.

Enfin, les deux délégations ont convenu d'échanger sur les statistiques et les événements organisés par les

deux parties auxquels leurs experts respectifs prendraient part. Elles ont également convenu de promouvoir les programmes d'échanges et de collaboration entre leurs programmes de formation. Et lors du démarrage des travaux du Comité technique conjoint dont la mise en place a été décidée, il a été convenu de revisiter les termes de l'accord initial qui fut signé en 2003. Cela, compte tenu de la caducité de certains ses points.

## 49e anniversaire du PDG/Séminaire

### Le nouveau militantisme expliqué aux adhérents

SM

Libreville/Gabon

**DANS** la perspective des réformes nouvellement engagées par le Parti démocratique gabonais (PDG), plusieurs militants de cette formation politique ont bénéficié d'un séminaire de formation, samedi dernier, portant sur "le PDG vers un militantisme régénéré et revitalisé" et "les enjeux du Dialogue politique".

Sur le premier thème, le directeur adjoint du Centre d'Études politique du PDG, Steeve Nzegho Dieko, s'est longuement appesanti sur le nouveau modèle du militant du parti au pouvoir. Ce, après le constat fait sur les dysfonctionnements tant au sein des structures du parti, que sur les comportements de nombreux militants et cadres lors de



Le directeur adjoint du Centre d'études politique du PDG, Steeve Nzegho Dieko, éduquant...

la présidentielle dernière. A cet égard, il a expliqué que le "bon militant", surtout à l'heure où le parti prône une "régénération et une revitalisation", «c'est celui qui consacre le temps maximal à la vie de l'organisation de son parti, à son affirmation à l'extérieur, à l'assimilation de son idéolo-

gie, de son programme général de politique et de sa stratégie».

Autrement dit, il s'agit avant tout, pour ce responsable du Centre d'études, «d'un engagement actif et bénévole dans une organisation politique». De ce fait, il a insisté pour dire qu'être militant régénéré et revita-

lisé du Parti démocratique gabonais suppose : «le respect de la hiérarchie, l'acceptation de la charte des valeurs et du programme de politique générale du parti, le respect scrupuleux de la discipline et de toutes les décisions prises par les instances dirigeantes».

Dans son exercice explicatif,

il a ajouté, de même, qu'être un militant au sens du PDG, sous-tend «s'acquiescer des contributions financières ou matérielles que le parti pourrait lui demander en vue de l'accomplissement de ses missions, se conformer à ses statuts et son règlement intérieur, ainsi qu'aux décisions prises

par ses instances. Y compris le devoir de participer aux réunions de son comité, de sa section ou de tout autre organe auquel il appartient ; puis se sentir porteur d'une part du devenir du PDG». Tout un programme. Et les instances dirigeantes du parti majoritaire en sont sans doute conscients.



... les militants sur les attentes du parti vis-à-vis d'eux.

## Conférence de presse du FUJO

### La classe politique appelée à plus de responsabilité

J. M.

Libreville/Gabon

**LA** plate-forme du Front uni des jeunes de l'opposition (FUJO) a animé une conférence de presse, le week-end écoulé, à la Chambre de Commerce de Libreville. Occasion pour ses membres d'interpeller la classe politique gabonaise à plus de sérénité face aux dérives que connaît le pays actuellement. Le porte-parole du FUJO,

Paceli Bikoro, a présenté un tableau sombre du pays depuis plus de trois ans. Depuis cette période a-t-il déclaré, «le climat politique au Gabon est marqué par de multiples appels à la violence, à la division et au rejet systématique de l'autre. Jamais la haine n'avait atteint des proportions aussi inquiétantes. Les récents événements post-électorales en sont une parfaite illustration et les conséquences sont connues de tous, à savoir pertes en vies humaines, destructions de biens privés et publics».

C'est fort de ce constat que les membres du FUJO ont pris la résolution de se démarquer de la classe politique, en prenant leurs responsabilités pour jouer leur partition pour l'édification d'un Gabon stable et prospère. Toutefois, le FUJO refuse de céder à la peur, laquelle consiste à fermer les yeux, la bouche et les oreilles lorsque ça ne va pas aussi bien dans l'opposition qu'au sein du pouvoir en place. Pour ces derniers, leur objectif reste l'intérêt supérieur du pays. LE FUJO estime que, face à

la situation actuelle du pays, «ne rien dire de ce que l'on voit, s'est le début de la trahison». Voilà pourquoi, ses membres dénoncent les différents accords signés en toute confidentialité aussi bien dans l'opposition que dans la majorité. Lesquels ne tiendraient compte, selon eux, que des seuls intérêts des acteurs politiques de chaque bord politique, au détriment des jeunes. Le FUJO se demande donc où est la place des jeunes qui vivent dans les mapanes, d'autres



Une vue des responsables du FUJO.

quartiers des centres urbains et villages de l'intérieur du pays. Évoquant, ensuite la crise dans l'Éducation nationale, le FUJO invite le gouvernement à négocier avec les

syndicats pour éviter une année blanche. Enfin, par rapport à l'opération «Mamba», le FUJO a salué cette initiative tout en demandant au pouvoir judiciaire d'aller jusqu'au bout.